

qui lui soumet au concours sans exception l'obtention des places d'auditeurs au conseil d'Etat.

Une adresse a été signée par le conseil municipal de Belfort, et adressée dans un sens très-républicain à réuni toutes les signatures, ce qui est d'autant plus extraordinaire que M. Keller, le député électoral si connu, fait partie de ce conseil.

Les dernières nouvelles d'Eprenay font connaître que la ville a été évacuée par les Allemands. Les habitants, toutefois, ne se considèrent pas comme absolument garantis contre un retour d'occupation, mais il ne paraît, en tout cas, que très-passager, et en définitive la Marne ainsi que la Haute-Marne touchent définitivement au terme de cette pénible servitude.

Un entretien beaucoup aujourd'hui naturellement de l'affaire de M. About. Il serait accusé, paraît-il, de propagande dans la question d'option pour la nationalité française. Mais on croit plutôt que des articles très-vifs, publiés antérieurement dans le *Soleil*, contre l'Allemagne et les Français qui l'adoptaient pour patrie, et quelques correspondances sautes, sont la cause réelle, sinon avouée, de la violente mesure prise contre M. About par l'autorité allemande.

On sait qu'une dépêche a été immédiatement transmise par M. de Rémusat à M. de Gontaut-Biron; on ajoute aujourd'hui, ce qui semble peu vraisemblable, que l'autorité aurait offert son intervention. Il est à espérer qu'il n'y aura pas besoin d'un concert diplomatique pour obtenir du gouvernement allemand l'abandon d'une décision qui ne peut être que le résultat d'un excès de zèle des autorités locales.

C'est à tort que quelques journaux annoncent que M. de Kératy aurait des chances d'être nommé à la place de M. de Gabric à la Haye. M. de Kératy, je crois pouvoir vous l'affirmer, renonce en ce moment à la vie publique. D'ailleurs, la démission de M. de Gabric a été formellement démentie.

On assure aujourd'hui que le *Radical* serait autorisé à reprendre et reprendrait sa publication le 23 de ce mois. Le fait mérite confirmation; ce qui semble plus positif, c'est que le journal *l'International*, qui a paru quelque temps à Londres, se reconstitue dans la même capitale.

Voici un petit fait qui prouve à quel point on considère la sécurité comme complètement assurée à Paris. Depuis avant-hier les postes militaires des vingt mairies ont été supprimés.

On lit dans l'Avenir militaire :

« Très-prochainement le *Journal officiel* donnera la composition du conseil de guerre chargé de juger le maréchal Bazaine.

« L'amiral Toulouan, remis de sa maladie, a consenti à accepter la difficile responsabilité de la présidence des débats. M. le général de brigade Seré de Rivieres, obligé de se consacrer exclusivement à l'inspection de cette affaire, vient sur sa demande, d'être relevé dans l'inspection de la direction des fortifications du Havre. Cette inspection est confiée à M. le général de division Tripier, de l'arme du génie. »

On lit dans le XIX^e Siècle :

« Nous connaissons enfin, d'une façon certaine, le motif de l'arrestation de M. About. Un ami, qui arrive de Strasbourg, nous apporte des renseignements que nous résumons :

« M. About est arrêté pour avoir écrit sur l'Alsace des articles, ou mieux, un article, dont la publication a été faite à Paris et remonte à la fin d'octobre 1871. »

« Transféré par le chemin de fer de Saverne à Strasbourg, M. About a été dirigé en voiture fermée sur la prison attenant au tribunal; et là, immédiatement après son incarcération, il a subi un premier interrogatoire. Il en a subi un second dans la journée de lundi. Les seuls faits relevés à sa charge — faits qu'il ne connaissait pas encore, puisque le mandat d'arrêt, libellé en allemand, ne lui avait pas été traduit lors de son arrestation — sont simplement ceux que nous venons de mentionner.

« Le mandat d'arrêt date du commencement de novembre 1871; il a été mis à exécution le 14 septembre 1872. M. About était à Saverne depuis le 2 septembre. Ce jour de temps écoulé entre le jour de l'arrivée en Alsace et le jour de l'arrestation de notre rédacteur en chef nous permet de supposer que l'acte du gouvernement allemand, tout léger qu'il semble, n'a pas été fait à la légère, et que les autorités prussiennes de Saverne ont dû en référer aux autorités supérieures allemandes, tout au moins à celles de Strasbourg, avant de mettre le mandat à exécution.

« Le fait brutal constaté, nous devons dire, que M. About, si d'un côté interrogatoire subi, a pu recevoir ses conseils, et que les communications avec l'extérieur lui ont été assez facilitées pour que, dans la journée de lundi, M. About et quelques amis aient obtenu du juge d'instruction accès dans la prison.

« Cette détention préventive ne saurait, d'après le dire des conseils de M. About, dépasser une douzaine de jours, ce qui est déjà long.

« En effet, l'insurrection de cette affaire ne peut être traitée en l'espace, puisqu'il n'y a ni dépositions de témoins à recevoir, ni faits à établir, le chef d'accusation résidant tout entier dans un article de journal.

« Donc, de deux choses l'une : ou une ordonnance de non-lieu sera rendue (peut-être aujourd'hui même), ou M. About passera devant le conseil de guerre qui se réunit à Strasbourg le 25 courant. Telle doit être la marche des choses, — si tout se passe suivant la légalité. »

La Société des gens de lettres a adressé au ministre des affaires étrangères la lettre suivante :

« Paris, le 16 septembre 1872.

« Monsieur le ministre, « Le comité de la Société des gens de lettres, vivement ému de l'arrestation de M. Edmond About, membre de la Société, par des autorités prussiennes, estime qu'il est de son devoir de réclamer votre intervention immédiate du gouvernement français dans cette douloureuse circonstance.

« En conséquence, et attendu l'urgence qui ne permet pas de suivre les formalités ordinaires, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les vœux énergiques de tous mes collègues en faveur de notre éminent confrère.

« Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'hommage de mon profond respect.

« Pour le comité : « CH. VALOIS. »

M. de Rémusat a reçu hier matin, à Versailles, M. Charles Valois, et lui a fait connaître qu'il avait télégraphié à Berlin et à Strasbourg au sujet de l'arrestation de M. Edmond About.

M. le baron de Landra, préfet du Doubs, vient de suspendre de ses fonctions, pendant un mois, M. Gondellier (Georges), maire de Seloncourt, pour avoir écrit dans sa commune, le 4 septembre, un banquet organisé par souscription.

M. Gambetta a fait sa déposition avancée, à Versailles, dans l'affaire Bazaine. Cette déposition a duré très-longtemps et a été consignée sur le registre des procès-verbaux avec le soin le plus minutieux. M. Gambetta était arrivé à Versailles à midi, et il est parti à cinq heures.

On lit dans le *Progrès du Nord* du 12 :

« Des faits excessivement regrettables de la part de la population et du clergé se sont passés dimanche dernier, au Cateau (Nord).

« Dans la nuit du vendredi au samedi, la femme illégitime d'un ouvrier de la fabrique de M. Truffaut, ouvrière à l'usine fabrique, expirait subitement au domicile commun, tandis que son compagnon était retenu loin d'elle par son travail de nuit.

« Démarches faites auprès de M. le curé du Cateau pour l'inhumation de la pauvre femme selon le rite catholique.

« Refus de la part de M. le curé, sous prétexte que la femme vivant en concubinage, était morte subitement, sans confession et, par conséquent, en état de péché mortel.

« Les parents ou amis désolés s'adressent alors à M. le pasteur protestant, lequel consent à procéder à la cérémonie religieuse, à condition toutefois qu'on lui remette le refus par écrit et motivé de M. le curé.

« Refus de ce dernier; démarches répétées et supplications de la famille. Le pasteur protestant, ému de la situation, a accepté de procéder à l'enterrement civil. Une foule nombreuse se joint aux invités. Des murmures, des cris menaçants ne tardent pas à se faire entendre.

« Le convoi, suivi d'une foule de plus en plus grossissante, arrive devant l'église. Là, malgré les remontrances du représentant de l'autorité

malgré les porteurs, des ouvriers s'emparent du cercueil et le portent dans l'église. C'est l'issue des vœux. Le curé passe en ce moment : il est sifflé et hué. Au dehors de l'église, on chante la *Marseillaise* et on crie : Vive la République ! comme si république et *Marseillaise* avaient quelque rapport avec cette affaire.

« Enfin l'intervention, les paroles à la fois fermes et conciliantes de M. le maire du Cateau, mettent fin à cette déplorable scène. — Le corps reprend le chemin du cimetière, toujours au cri de la République et au chant de la *Marseillaise*. Une grande effervescence a duré toute la soirée parmi la nombreuse population ouvrière du Cateau. »

On lit dans le *Propagateur du Nord* :

« L'instruction judiciaire sur l'assassinat commis à Lille, dans le jardin de la citadelle, dans la nuit du 2 au 3 septembre, est très-avancée. On pourrait même dire qu'elle est terminée, s'il ne s'agissait que de ce crime; mais, comme jusqu'ici trente crimes de viol d'une gravité exceptionnelle sont constatés, et que tous les ratés plus ou moins directement au crime principal, il peut surgir de nouvelles complications, qui, toutefois, ne paraissent pas probables.

« On peut donc assurer que ces nombreux drames, avec leurs horribles circonstances, se dérouleront devant la cour d'assises, à la session de novembre. »

Un premier, accompagné de deux gendarmes, parti le 12 courant par le train 413 de Toulouse, à six heures du matin, pour Montpellier, a profité du passage sous le tunnel de Nissan (Hérault), pour ouvrir doucement la porte du compartiment des secondes et sauter du wagon, malgré la vitesse de 33 à 40 kilomètres à l'heure.

On a vu le tunnel de Nissan, le prisonnier ouvre la portière et saute dans le sens du train. Néanmoins, il roule sur le talus et se relève sans aucun mal.

Les gendarmes se précipitent immédiatement en bas du wagon pour rattraper leur prisonnier, l'un d'un côté, l'autre de l'autre.

Il tombent, se blessent, mais le sentiment de leur devoir et de leur responsabilité, qui les pousse à se jeter en bas du wagon pour reprendre leur prisonnier, les empêche de sentir leurs meurtrissures, et aussitôt relevés, après un étourdissement de quelques instants, ils se mettent à la poursuite de leur prisonnier qui filait à travers les vignes. Ils ont atteint à Nissan : les vendeurs les ont aidés.

Cet épisode dramatique n'a pas duré une heure, mais tous les voyageurs étaient émus.

Le train a été arrêté pour qu'on pût voir l'état des braves gendarmes; mais quand on les a aperçus courant le pistolet au poing, on a compris que leurs blessures étaient sans importance et le train est reparti.

Les gendarmes ayant repris leur prisonnier, l'ont conduit à Béziers où ils attendent le train qui passe à neuf heures et demie du soir pour l'escorter à Montpellier.

L'un des gendarmes a la figure abîmée par sa chute du wagon et les membres tout meurtris. Quant au prisonnier, il a une jambe démise.

— Le *Courrier d'Oran* publie le singulier récit suivant :

« Dimanche dernier, passant à neuf heures du matin dans la rue Napoléon, je vis un rassemblement d'hommes vers le commencement de la rue, et au fond d'une cour une foule de femmes juives pleurant et se lamentant.

« Une curiosité naturelle me fit demander quelle était la personne à laquelle on allait rendre les derniers devoirs. Voici la triste histoire que j'ai apprise et que je vous livre à peu près telle quelle m'a été apportée.

« Il y a quelques temps un israélite est mort laissant une assez jolie fortune dont la moitié revenait à sa fille âgée de seize à dix-sept ans.

« Comme vous le pensez cette jeune fille était très-coquette; les demandes en mariage ne manquaient pas; elle n'avait que l'embaras du choix.

« Un israélite laire à une occasion facile de faire fortune, chercha dans les moyens de s'introduire auprès de la jeune et riche héritière.

« Il apprit qu'elle désirait acheter des bracelets arabes; aussitôt il se met en quête d'un marchand et arrive un jour en compagnie d'un de ces industriels arabes que nous connaissons tous.

« La jeune israélite fait choix d'un bracelet en faisant observer qu'elle l'achèterait bien, mais qu'elle n'avait point d'argent. Immédiatement notre juif tire de sa poche une pièce de monnaie, la remet en toute hâte à la jeune fille, et prononce une de ces formules consacrées par la loi hébraïque, pour contracter mariage, dans le genre de celle-ci :

« — Tu es ma femme, selon la loi de Moïse et d'Israël.

« Notre homme s'adresse alors aux rabbins. Ceux-ci décident que la jeune fille viendra, en pleine synagogue, donner publiquement et solennellement des explications sur ce qui s'était passé.

« Elle se présente au jour assigné devant le tribunal rabbinique, ou la mit en présence des tables de la loi, et là, devant tout cet appareil fantastique, elle est à raconter les détails de l'entrevue qui avait eu lieu, et naturellement elle déclara et soutint qu'elle avait rejeté immédiatement le symbole qui lui avait été remis par celui qui convoitait sa fortune avant tout.

« En présence de cette déclaration, les rabbins ne purent moins faire que de décider qu'il n'y avait pas *kiddush chin*, autrement dit que le symbole n'était pas valide.

« La pauvre fille sortit du temple tellement impressionnée, qu'elle tomba gravement malade, et quelques jours après, elle succomba sous le coup des émotions profondes qu'on lui avait fait subir. »

Séances de la bourse de Paris.

47 septembre. — 2 heures. — La faiblesse du marché persiste; on ne fait pas d'affaires et les offres sont aussi nulles que les demandes. Le comptant est plus faible qu'hier; on voit que les capitaux de placement ont été dévorablement influencés par la baisse des deux dernières bourses.

On ne fait aucun bruit politique de nature à provoquer les affaires, c'est tout au plus si l'on s'insinua la situation de la place et des prévisions exagérées des capitaux, qui trouvent un emploi régulier dans les opérations de fin de mois.

Il est évident que nous sommes entrés dans une phase moins compromettante pour les hausses et que les versements à opérer sur l'emprunt vont faire sur le marché monétaire l'effet d'une machine pneumatique.

Il est également certain que ces versements échelonnés sur des mois en mois vont forcer les souscripteurs qui se voient forcés à se liquider plus tôt qu'ils ne l'auraient désiré, mais tout cela était prévu et on aurait tort de s'en alarmer outre mesure.

On se préoccupe également de l'élevation du taux de l'escompte sur les places allemandes et des tendances plus faibles que se manifestent sur le marché monétaire anglais. On attend à une très-prochaine élévation du taux de l'escompte de la Banque d'Angleterre.

La Rente a varié de 54-45 à 54-35; l'emprunt ancien, de 84-80 à 84-65; l'emprunt nouveau, de 87-75 à 87-65.

L'Italien a repris à 68-45. Les autres fonds d'Etat étrangers sont très-délaissés.

Les sociétés de crédit conservent leurs cours de la veille. Le Foncier, 910; la Société générale, 590; le Mobilier, 468-75; le Mobilier espagnol se maintient à 345.

Les chemins sont faibles, sans affaires; on cote le Nord 470; l'Orléans, 850; le Lyon, 847-50. Les actions de la Vendée sont très-faibles à 608; et les obligations à 265.

En ce qui concerne les fonds étrangers, les obligations 4 1/2 des Autrichiens font de 775 à 773-50; les Lombards de 435 à 429-50.

Trois heures. — La faiblesse persiste en clôture, la tendance à la baisse s'accroît.

NOUVELLES D'ALLEMAGNE.

On sait qu'une assemblée générale des catholiques de l'Allemagne avait été convoquée à Breslau, que les promoteurs de cette réunion ont demandé au pape et ont obtenu sa bénédiction apostolique, comme consécration de leurs efforts, et que la première réunion publique a eu lieu à Breslau, le 9 de ce mois.

925 membres étaient présents, et on en attendait d'autres. L'assemblée ne se composa pas uniquement de prêtres, le président est un laïque, ainsi que les deux vice-présidents. Le titre des commissions qui ont été formées pour donner des idées des travaux à proposer à l'assemblée, il y a trois commissions; celle des formalités et relations; celle des questions sociales; enfin celle de la charité.

Aussitôt l'assemblée constituée, l'archevêque-prince de Breslau, M. Forster, a fait son entrée

solennelle, aux cris trois fois répétés de : Vive l'évêque ! Et montant à la tribune : « La paix, dit-il, depuis vingt ans, régnait en Prusse entre l'Eglise et l'Etat. Mais l'Etat a été détruit. Depuis les lois d'opposition contre les prêtres et la suppression, au ministère des cultes, de la division du culte catholique, coups sur coups ont frappé l'Eglise. Une loi a été rendue contre les jésuites, à laquelle on a ensuite donné une extension qui équivalait au bannissement, même de ceux qui sont Allemands. Nous sommes menacés encore d'autres lois, d'autres réglemens. On prétend que c'est la haute de l'Eglise, et qu'elle a mérité ce traitement par son dernier conseil et le décret qui la termine (la proclamation de l'infirmité). Mais nous nous aurons traités de la même manière, — et plusieurs de nos adversaires le reconnaissent honnêtement, — lors même qu'il n'y aurait eu au conseil, ni décret final. »

Puis, l'archevêque-prince de Breslau, passant des reproches au gouvernement de l'Allemagne à la critique du présent, a ajouté : « Notre époque est malade, et la guerre, qui se continue maintenant, ne peut être guérie par des moyens doux et par les puissances de la terre; il y faut le fer et le feu. Ce mal ne date pas d'hier. Depuis plus d'un siècle, tous les courants nous entraînent à la destruction de l'humanité. C'est le traitement par son dernier conseil, dirigé contre le maître du ciel et de la terre. C'est pourquoi l'Eglise se trouve haïe et combattue, pourquoi on la couvre de blessures et on la charge de liens. »

« La police de Leipzig a interdit toute participation à des réunions de l'Internationale et de l'Association sociale et démocratique, à cause des tendances illégales et dangereuses pour l'ordre public de ces associations. Le premier, rédacteur du feuille socialiste, *Volksblatt*, a pris part au congrès de Leipzig, et de la Haye, a été arrêté, à son retour à Leipzig, pour être traduit devant les tribunaux.

NOUVELLES D'ANGLETERRE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Londres, 12 septembre.

Le dix-huitième congrès de l'Association des sciences sociales s'est réuni avant-hier à Plymouth. L'assistance n'a pas été aussi nombreuse que l'année dernière, ce qui on doit imputer à la position excentrique de la ville choisie cette fois comme lieu de réunion. Mais les séances n'en promettent pas moins d'être intéressantes. La pièce de résistance des discussions de l'année dernière était la loi projetée pour le règlement de la vente des boissons. Maintenant que cette loi est votée, c'est du sort de l'ouvrier agricole et des effets à venir du mouvement actuel parmi les classes rurales qu'on va s'occuper. Comme d'habitude l'ouverture de la session a été précédée d'un service religieux célébré dans l'église de la paroisse. Le ministre qui officiait a fait un sermon d'un libéralisme tel qu'il est rare d'entendre rien de pareil dans les chaires des églises. Il a traité trois sujets principaux dans son discours : la discipline défectueuse des prisons, le manque d'éducation parmi le peuple, et la condition de l'ouvrier agricole.

Le soir, à huit heures, le président du congrès, lord Napier, a prononcé son discours d'inauguration dans la salle de Saint-James. Lord Napier, qui a occupé plusieurs postes élevés dans les colonies, et qui était dernièrement encore gouverneur de la présidence de Madras, dans l'Inde, est peu connu de ses compatriotes; son discours le fera peut-être mieux connaître et il le méritait. Ayant parlé d'abord de quelques lois passées dans la dernière session législative, il a abordé la grande question du jour, celle des lois qui influent sur la production du sol, et de la condition de l'ouvrier agricole. Il s'est occupé d'abord complètement en faveur des changements radicaux à apporter au système actuel, que quand on lui a voté des remerciements après son discours, quelques membres, comme sir Stafford Northcote et le comte Fortescue, se sont crus obligés de déclarer qu'ils n'acceptaient pas toutes les conclusions de l'orateur.

Hier, l'association a entendu un grand discours de Sir John Lubbock sur la nécessité d'une réforme radicale de notre système de jurisprudence et de notre procédure légale. Sir J. Lubbock a traité ce vaste sujet avec une grande largeur de vues et dans un esprit extrêmement libéral. Il a été vivement applaudi par son auditoire. C'est bon signe de trouver un homme d'Etat éminent, membre du gouvernement, si convaincu des absurdités colossales de notre système de jurisprudence et si désireux de le faire disparaître. Cependant, ses observations nous font voir combien, dans un pays comme le nôtre, il est difficile de mener à bout une réforme de cette nature. C'est un de ces sujets sur lequel le public ne peut se prononcer, et précisément les intérêts opposés à une réforme sont si puissants qu'il est impossible à des particuliers de les combattre sans être soutenu fortement par l'opinion publique. Sir S. Coleridge a eu le plus grand succès dans cette partie de son discours, où il a fait une description de la Chambre des Pairs comme cour d'appel. On peut dire que dans ce point de vue rien n'existe d'aussi absurde que cette fiction législative de la Chambre des Pairs une cour de justice.

L'afternoon général a terminé son discours en promettant de se vouer dans la mesure de ses forces à l'accomplissement de toute mesure de réforme qui lui semblerait praticable.

Les manœuvres d'automne ont fini hier par une grande revue dans laquelle 30,000 fantassins et 20,000 cavaliers ont défilé devant le prince de Galles.

La démonstration des garçons boulangers a eu lieu hier dans le Hyde-Park. On estime le nombre des assistants à six mille. Le plus grand ordre n'a cessé de régner, et on a vu avec beaucoup d'enthousiasme des résolutions en faveur du mouvement. Un patron, qui s'est présenté sur l'estrade et qui a parlé en faveur des réclamations des ouvriers, a reçu une véritable ovation.

Bulletin de la bourse de Londres.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

47 septembre. — La bourse a ouvert aujourd'hui avec une lourdeur manifeste qui s'est continuée durant le reste de la journée. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

Les spéculateurs viennent à peine de terminer leurs comptes et ils hésitent à se lancer dans aucune opération importante. Le ton de la bourse de Paris les toutes les valeurs ont subi une baisse peu importante, il est vrai.

glais ont reculé sur les prix d'hier; seuls, les fonds américains maintiennent avantageusement leur position.

Le marché des chemins de fer a été aussi inanimé que celui des fonds publics, et toutes les actions anglaises ont descendu d'une fraction. Celles de l'Erie sont montées de 1/2.

On a coté : Fonds anglais : 3 p.c. consolidé au compt. 92 1/4 à 92 3/8

A terme... 92 1/2 à 92 7/8

3 p.c. réduit et nouveau... 91 00 à 91 00

4 p.c. de l'Inde... 104 1/2 à 105 00

5 p.c. id... 110 3/4 à 111 1/4

Rente française : 3 p.c. d'Etat... 53 5/8 à 53 7/8

6 p.c. 1870... 99 3/4 à 100 00

5 p.c. d'Etat... 1 1/2 à 1 3/4

Dix 1872... 2 5/8 à 2 3/4

La demande d'escompte n'a pas été considérable. L'argent est abondant; néanmoins les changeurs ne travaillent pas au-dessous du taux de la Banque.

NOUVELLES D'ITALIE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Rome, 13 septembre.

L'ordre ayant été donné aux officiers du génie français de suspendre l'exécution de leurs travaux de mines au tunnel des Alpes, il n'est pas douteux que cette affaire recevra, par voie diplomatique, une solution conforme aux intérêts des deux pays et à notre état de civilisation. On s'empresse sans doute de neutraliser ce passage, si utile aux communications rapides entre l'Europe occidentale et les Indes, et ce merveilleux travail, qui laisse bien loin ceux exécutés par les anciens Romains, sera conservé pour la gloire de l'Italie et pour l'admiration de la postérité.

Cette solution pacifique aura le double avantage de rassurer l'Italie sur les dispositions de la France et de faciliter à cette dernière la négociation de la grosse affaire des tarifs douaniers. Je ne dis pas que les ministres italiens céderont sur tous les points et qu'ils sont prêts à abandonner leur traité de commerce, qui a encore quatre années à courir; mais on peut espérer d'obtenir des modifications, ne fût-ce qu'à titre d'essai.

De resto, j'ai trois pouvoirs vous assurer que cette affaire n'a été entamée pendant les quatre jours que M. Fournier est venu passer à Rome. Aucun ministre ne voudrait accepter la responsabilité de la traiter à lui seul; il faut qu'elle soit discutée en conseil, et plusieurs ministres sont encore hors de Rome.

Mais cet état de choses va avoir un terme. Le Roi est attendu très-prochainement à Rome; quelques-uns même disent après-demain. Je crois que la première chose dont on s'occupera, ce sera la loi sur les corporations religieuses, qui n'est encore qu'à l'état de projet, et sur laquelle on prétend que tous les ministres ne sont pas d'accord. Ce sera la pierre d'achoppement du cabinet qui sera obligé de se retirer tout entier si son projet n'est point accepté par la Chambre. Ici, il n'y aura aucune modification partielle.

Quant à l'affaire moins importante des tarifs, elle ne sera abordée qu'après le retour de M. Fournier, qui doit aller passer un temps de congé en France, c'est-à-dire vers la fin du mois d'octobre.

Nous avons en ce moment une affaire d'un haut intérêt qui occupe beaucoup les Romains et la presse, c'est la lettre adressée au président du conseil des ministres par le cardinal vicar, qui se plaint avec beaucoup de vivacité de la licence théâtrale. Tous les journaux romains, blancs ou noirs, ayant publié la lettre de Son Eminence, ainsi que la réponse de M. Zanzi, j'ai attendu que vous ayez ces documents sous les yeux pour vous en parler.

« voir votre conscience de son infime sagesse, et de rendre vos travaux féconds en biens et prospérités pour la patrie. »

NOUVELLES D'ORIENT.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

Constantinople, 6 septembre.
L'ex-grand-vizir Mahmoud pacha avait été assigné à comparaître hier devant le conseil des ministres ; mais il n'a pas jugé à propos de se rendre à cet appel en dépit des sommations répétées qui lui ont été faites au nom du Sultan et par le conseil réuni qui l'attendait à la Sublime Porte. Voici maintenant de quoi il s'agit. Le ne me fais ici que l'écho de ce qui se dit à cet égard.

Une somme de cent mille livres turques avait été allouée aux contractants du dernier emprunt de dix millions de livres, en une reconnaissance donnée au ministre des finances, sur un ordre personnel et verbal du Mahmoud pacha, alors grand-vizir, et en dehors de toutes les stipulations du contrat. Cette reconnaissance avait été produite par le porteur, en déduction du dernier versement, le nouveau ministre des finances s'était demandé tout naturellement ce que cela voulait dire et avait refusé de l'admettre. Il n'en voyait aucune trace dans le dossier de l'emprunt, et aucun acte particulier, aucun *iradé* impérial ne l'autorisait à porter en compte une obligation de cette nature, bien que le porteur déclarât que cette somme lui avait été attribuée à titre de gratification par Mahmoud pacha, pour avoir fourni l'emprunt à un prix inférieur à celui auquel l'argent se plaçait à ce moment-là. La Sublime Porte s'est donc adressée à Mahmoud pacha, qui a fait une réponse analogue, en ajoutant qu'il avait dû souscrire à cette exigence des contractants pour assurer la conclusion de l'emprunt. On a alors interrogé tous les membres de l'ancien cabinet, pour savoir si la chose avait été passée par le conseil des ministres et si elle avait eu leur assentiment. Tous ont répondu qu'ils n'avaient pas été consultés, et la plupart ont déclaré qu'ils ignoraient complètement le fait. Or, comment Mahmoud pacha pouvait-il, sans une décision du conseil des ministres et sans la sanction souveraine, faire une pareille allocation sur les fonds de l'Etat ? C'est sur cet abus de pouvoir que le conseil des ministres voulait lui demander des explications, avant de provoquer contre lui les mesures que le cas pourrait commander.

Afin de se faire une idée plus nette de l'affaire et de ne pas être taxé d'hostilité envers l'ancien grand-vizir, le conseil des ministres avait convoqué, dans sa séance d'hier, tous les anciens collègues de Mahmoud pacha.

A l'heure indiquée, le conseil s'est réuni au grand complet, pendant qu'une foule de curieux s'assemblaient aux abords de la Sublime Porte pour arriver en accusé, pour ainsi dire, celui qui naguère faisait trembler tout le monde. Une heure se passe, puis deux heures, et Mahmoud pacha se fait toujours attendre. Le conseil s'impatiente. Un aide de camp du grand-vizir part pour Bèbek avec une nouvelle sommation. La réponse de Mahmoud est un refus de comparaître. Une citation plus énergique lui est envoyée au nom du Sultan, c'est-à-dire en vertu de l'*iradé* impérial qui ordonne de l'appeler au sein du conseil des ministres. Il l'accueille de même, en ajoutant qu'il ne consentira à rendre compte des actes de son administration qu'au Sultan seul. Sur cette dernière réponse, le conseil a envoyé immédiatement au palais le ministre de la marine, Essad pacha. Il était déjà fort tard, et ce qui s'est passé depuis on ne le sait pas encore au moment où je vous écris.

Je vous rapporte simplement les faits sans y ajouter aucun commentaire. Que résultera-t-il de cet acte de désobéissance de Mahmoud ? Personne ne le sait. On vient de créer un nouveau ministère : c'est celui des mines et forêts. Il a été confié à Ruchdi pacha, Chirvan-Zadeh qui, cédant aux instances de ses amis, n'a pas insisté davantage pour être jugé et a accepté de rentrer aux affaires. D'ailleurs, en dernier lieu, le Sultan lui avait restitué les décorations que S. M. lui avait fait enlever en l'exil. C'était déjà une sorte de satisfaction qui lui donnait le souverain lui-même. Mais Mahmoud pacha a voulu créer pour les mines et forêts un département spécial. C'est une idée pratique et qui sera féconde en bons résultats. C'était une administration que se partageaient la marine, les finances, les travaux publics, la liste civile, etc. Aussi n'avait-elle jamais rien produit de bon. Les mines et les forêts sont un revenu considérable à exploiter, mais le fait que l'on s'en occupe avec suite et d'une manière sérieuse, Mahmoud pacha a vu le parti que le gouvernement pouvait tirer en centralisant et en régularisant cette administration, et le choix qu'il a fait de Ruchdi pacha répond tout à fait à ses vues sous ce rapport.

NOUVELLES D'AMÉRIQUE.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

New-York, 5 septembre.
Des trois événements qui se sont produits depuis ma dernière lettre : les élections du Vermont, le 3^e la convention des démocrates dissidents, le 4^e le jour, à Louisville, et, à Syracuse, hier, celui des « frères siamois », l'une représentant le parti démocratique, l'autre le parti des républicains libéraux ; pas un n'a encore donné des résultats certains, si ce n'est pourtant le premier, qui, bien que le chiffre exact des votes ne soit pas connu officiellement, permet d'estimer à vingt-six mille voix la majorité radicale, ou granitiste, comme on voudra la désigner. Comprenons donc par là. Aux élections locales de 1868, les radicaux avaient obtenu 37,234 voix de majorité. Aux élections présidentielles de la même année, le ticket Grant-Colfax en a eu de 32,122. En sorte que, comparativement aux premières (les mêmes que celles d'avant-hier), l'union des démocrates et des républicains libéraux n'a réussi qu'à diminuer de treize cents voix cette majorité. C'est peu de chose ; et elle ne sera guère plus heureuse lundi prochain dans les élections du Maine. Du reste, quoi qu'il arrive, ces deux États, ainsi que ceux du Massachusetts et du Rhode-Island, sont certainement perdus d'avance pour les greenbacks. Quant aux deux autres dont se compose l'ancienne province de la Nouvelle-Angleterre : le New-Hampshire et le Connecticut, la victoire sera chaudement disputée ; mais je crois que les granitistes y auront également le dessus.

Je ne juge pas nécessaire de m'étendre longuement sur la convention de Louisville. Ce devait être, et c'est été un fiasco de la plus belle eau. Avant-hier, elle s'est organisée en son donjon pour président délégué M. James Lyons, de la Virginie. Puis, lecture a été faite d'une lettre de l'éminent avocat de New-York, M. O'Connor, dans laquelle, tout en approuvant le schisme, il refuse d'en être l'anti-gauche. Cette lettre a jeté un froid ; et l'on s'est séparé au lendemain pour prendre conseil de la nuit.

Elle n'en a pas porté un bon ; car on s'est décidé à ne pas considérer comme définitif le nom de l'illustre avocat, dont la candidature pouvait seule avoir quelque chose de sérieux ; et à l'acclamer président des États-Unis (600 voix contre 4) en adoptant sa lettre pour plate-forme. Ensuite, mais seulement au troisième tour de scrutin, M. John Quincy Adams, fils démocrate d'un père républicain — M. Charles Francis Adams, notre ambassadeur à Genève, — a été nommé candidat à la vice-présidence. Nous aurions donc en plus pour le 5 novembre un ticket O'Connor-Adams. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Avisé télégraphiquement de sa nomination, M. O'Connor s'est empressé de répondre par la même voie que son refus était absolu et irrévocable.

Impossible de donner une idée du désarroi dans lequel ce refus a jeté la Convention. Quand le calme fut quelque peu rétabli, M. James Lyons a été proposé pour remplacer M. O'Connor ; mais il s'est empressé, lui aussi, de décliner ce douloureux honneur. Alors l'Assemblée, qui se trouvait en face du chaos s'est ajournée à ce matin pour essayer d'en sortir.

« Quel que soit le nouveau candidat, dit le *Herald*, il sera sans influence aucune, et la lutte est désor-

mais carrément circonscrite entre Grant et Greeley. »

A Syracuse, la convention démocratique de l'Etat de New-York s'est réunie hier au Weiting Hall. Sur la proposition de M. S. J. Tilden, le colonel Lester B. Faulkner a été nommé président provisoire. Puis on a constitué un comité d'organisation permanente. A la suggestion de M. Tilden, un autre comité, dit de conférence, a été choisi à l'effet de s'entendre avec la convention républicano-libérale pour agir d'un commun accord. L'Assemblée s'est ensuite ajournée jusqu'à sept heures du soir. A la reprise de la séance, le comité d'organisation permanente a présenté son rapport, en conformité duquel M. George M. Beebe, du comité de Sullivan, a été proclamé président définitif, avec le nombre voulu de vice-présidents et de secrétaires.

Après avoir été conduit au fauteuil par MM. Kinsella et Angar, M. Beebe a prononcé un discours éloquent que je ne crois pas devoir analyser. L'Assemblée s'est ensuite ajournée à ce matin neuf heures.

Dans le même temps, la convention républicano-libérale s'était réunie au Shakespeare Hall. Mais elle était moins vive en besogne que sa jumelle. Après avoir entendu une prière, dite par le révérend M. Bailey, et un discours du général John C. Cochrane, elle s'est contentée de nommer M. Younglove président provisoire, et de désigner des secrétaires non moins provisoires. Puis, après avoir fait l'appel des délégués, on a nommé un comité d'organisation permanente, ainsi qu'un comité de conférence pour s'entendre avec la convention démocratique. Dans la séance du soir on s'est borné à former un autre comité ayant pour mission de se concerter avec le comité démocratique pour la désignation des trente-cinq électeurs présidentiels. Après quoi la convention s'est ajournée à ce matin sans s'être organisée définitivement.

M. Alexandre-H. Stephens, l'ex-vice président de la Confédération du Sud, et maintenant le chef des démocrates dissidents du Sud, a écrit une lettre au président Grant, pour solliciter de lui la grâce des Ku-Klux, qui subissent actuellement leurs peines dans la maison pénitentiaire d'Albany, lesquels, dit-il, ont suffisamment expié leurs méfaits passés. Telle est aussi l'opinion du radical Gerrit Smith, qui s'est fait granitiste, et il serait possible que M. Grant cède à cette double intervention de deux de ses alliés plus ou moins déclarés. Mais à en juger par ce que dit de M. Stephens un journal démocratique de la Virginie, son alliance ne saurait avoir une grande valeur ; car, suivant cette feuille, c'est un philosophe sans yeux, un « discuteur » (*debater*) sans oreilles, un soldat sans armes, un homme d'Etat sans politique à lui, un journaliste sans journal et un capitaine sans compagnie.

Le Canada, ou plutôt « le (ou) la Dominion », vient d'avoir aussi ses élections. L'opposition, qui se targue d'être libérale, n'a pour principal caractèreistique que sa double hostilité à l'endroit, tant de la politique suivie par le gouvernement relativement aux voies ferrées, que du traité de Washington. Ce parti a fait récemment de vigoureux efforts pour battre le gouvernement sur ces deux questions, et il vient de réussir à s'assurer le pouvoir administratif dans la province d'Ontario. Voici les résultats à peu près certains de l'élection des membres du Parlement du « New Dominion » — on n'a pas encore les chiffres officiels :

	Minist.	Opposit.	Indép.
Province d'Ontario.	34	51	3
Province de Québec.	36	26	3
Nouvelle Ecosse.	8	6	7
Nouveau Brunswick.	5	6	5
Columbia et Manitoba.	6	—	4
Totaux.	89	89	22

Les indépendants sont donc maîtres de la situation. Or, comme la plupart d'entre eux appartiennent à des provinces qui n'ont pas de bon ciel la fondation de la Confédération, il n'est pas improbable qu'ils voteront de préférence contre le ministère qui en est la tête.

Sir Francis Hincks, candidat au Parlement pour la province d'Ontario, y a échoué ; mais il a été nommé dans l'île de Vancouver (Colombie). Moins heureux, M. Cartier, qui a subi une terrible défaite à Montréal, n'a pu trouver ailleurs des commettants. Il perd, par conséquent, son siège au Parlement.

Le ressort de l'exposé mensuel du secrétaire du trésor que, dans le mois d'août, la dette publique a diminué de 10,736,636 dollars (53,683,180 francs). Le 1^{er} septembre, l'encaisse du trésor se composait de 14,666,906 dollars en numéraire, de 93,851,884 en certificats d'or, et de 10,934,744 en papier-monnaie ; soit un total de 84,853,539 dollars (424,267,795 fr.).

Il y aura, ce mois-ci, quatre achats de titres à 200 millions, et quatre ventes d'or, également d'un million de dollars chacune. Le premier de ces achats s'est effectué hier entre 112-15 et 112-44. Quant à la vente d'or d'aujourd'hui, elle s'est faite entre 112-85 et 113-08.

L'or a fermé ensuite à 113 1/4. Les changes étaient calmes, mais avec tendance à la baisse. La cote suivante est celle qui a cours nominal, c'est-à-dire au négociant de 1/4 à 5/16 p. c. au-dessous : à vue, Londres, 109 3/4 ; 1/2 p. c. ; Paris, de 5-23 3/4 à 5-22 1/2 ; Anvers, de 5-20 à 5-18 3/4.

Fonds publics lourds, peu d'affaires. En moyenne, les titres au porteur faisaient : 6 p. c. de 1881, 115 3/4 ; 5/20 de 1862 et 64, 114 1/8 ; de 1865 anciens, 114 1/2 ; nouveaux, 113 ; de 1867 et 68, 113 7/16.

Cotons middling uplands, 22 1/4.

La convention démocratique est entrée hier en séance à dix heures du matin. Au second tour de scrutin, Francis Kernan a été choisi pour gouverneur de l'Etat de New-York ; S.-S. Cox pour représentant au Congrès et John Hubbard pour commissaire des canaux. Après quoi l'Assemblée s'est séparée pour se réunir de nouveau à huit heures. Dans la soirée, une plate-forme a été adoptée, et comme on en achevait la lecture, la convention républicano-libérale est entrée dans la salle et a été accueillie par de bruyants applaudissements. Le chairman Beebe lui a adressé un discours bien senti, auquel M. Chauncey Depew, chairman des libéraux, a cordialement répondu. L'une et l'autre convention se sont ensuite ajournées sine die.

Voici le ticket adopté par les deux conventions : Gouverneur de l'Etat : Francis Kernan, d'Onéida, démocrate. Lieutenant-gouverneur : Chauncey Depew, du Westchester, républicain.

Commissaire des canaux : John Hubbard, de Chango, démocrate. Inspecteur de la prison d'Etat : Enos Brooks, de Cattaraugus, républicain. Représentant à large : Samuel S. Cox, de New-York, démocrate.

Electeurs présidentiels. A large : Amasa J. Parker, démocrate ; Henri R. Solden, républicain ; John E. Williams, républicain.

Les trente-deux autres, à raison d'un pour chacun des trente-deux districts, sont ainsi répartis : dix-huit démocrates et quatorze républicains. Chose rare, ce ticket est également approuvé par l'opinion démocratique et par l'opinion républicaine libérale.

La convention dissidente de Louisville, non moins démoralisée que la veille, s'est réunie de nouveau hier matin. Le colonel Blanton Duncan a donné lecture d'une lettre de John Quincy Adams, déclarant que M. O'Connor avait refusé de se laisser porter candidat à la présidence des États-Unis, il refusait également la candidature à la vice-présidence. Ainsi placée sous un double éteignoir, la convention s'est ajournée sine die sans avoir nommé personne. Faute de vivre, il n'y a pas eu de vive.

La presse granitiste continuant à soutenir que le mouvement réformiste est sur son déclin, la *Tribune* de Chicago lui répond ainsi :

« Préférer que le mouvement réformiste soit sur son déclin, c'est prétendre que le peuple a perdu son intelligence, son désir d'obtenir un gouvernement honnête et sa haine de la corruption. Au lieu d'être sur son déclin, jamais ce mouvement n'a donné tant

de promesses. Une bataille à livrer contre soixante mille fonctionnaires publics qui puisent à pleines mains dans le trésor fédéral, en est certainement une rude. Mais une lutte contre la fraude ne saurait manquer de triompher finalement. »

Je le désire plus que je ne l'espère. Nous voici retombés dans la morte saison politique, d'où nous ne sortirons que lorsque viendront les élections du 3 octobre dans la Pennsylvanie, l'Ohio, l'Indiana et le Nebraska.

Le sénateur Charles Sumner est parti avant-hier de Boston pour l'Europe. L'état déplorable de sa santé le force d'aller se remettre à Paris entre les mains du docteur Brown Sequard, aux soins duquel il a déjà dû une fois son salut. En guise de flèche du Parthé, il a lancé, la veille de son départ, une nouvelle lettre qui reproduit ses accusations contre le président Grant, et les motifs qui l'ont porté à soutenir la candidature d'Horace Greeley.

On lit dans le *New-York Times* du 23 août :

« Le chapeau hier a été excessivement. Le peuple n'a plus de confiance dans le thermomètre. Il y a des jours où il semble tellement beaucoup plus chauds que d'autres, et le thermomètre n'indique aucune différence. Quelquefois les rayons du soleil sont tempérés par des nuages d'été, ce qui a l'effet d'empêcher le soleil d'être dans l'atmosphère une élasticité due peut-être à l'ozone, qui conserve la mauvaise influence de la chaleur excessive. Et encore, dans certaines occasions, quand le thermomètre dit juste la température, on ressent une profonde langueur ; on se sent abattu par un air qui brise vos membres et oppresse la poitrine. Le travail manuel devient une torture, et le travail littéraire une chaîne.

« Les pions dans les rues se jettent sur le côté où se trouve un peu d'ombre, et se sentent plus rafraîchis après avoir traversé Broad-way sous les rayons brûlants du soleil, que d'avoir fait un mille dans les occasions ordinaires. Telle a été la journée d'hier. »

« Le thermomètre a marqué 93 degrés Fahrenheit (33° 30 centigrades) ; mais, d'après l'opinion de quelques personnes, il ne serait pas monté à moins de 112 degrés (43° centigrades). » Des chevaux sont tombés d'épuisement ; beaucoup sont morts. Non-seulement les chevaux, mais toute la nature animée, semblait souffrir terriblement ; même les vieux arbres dans la City-Hall-Park se desséchaient et paraissaient perdre de leur vitalité. « Le long de la rivière, parmi les docks, la chaleur a causé des maux de toutes sortes. Des barils de fruits ont été gâtés, et on les a jetés par-dessus bord. Les homards, dans les réservoirs, sont morts en quantité, ainsi que des tortues de mer. Dans les magasins des entrepôts, l'odeur du sucre rendait parfois malsaine, et les employés dans les docks semblaient souffrir de cette odeur fermentée jointe à la chaleur. Les portes de fer des magasins des entrepôts étaient si chaudes, que des ménages ont pu faire cuire des légumes sur les portes. »

« Les barils dans les docks étaient couverts de précautions pour empêcher les cerceaux d'éclater. A bord des navires, le goudron se détachait de l'épave des joints des bordages et des corbages, et coulait sur les ponts. Dans les navires qui déchargeaient du grain, c'était pis. Des hommes étaient nus, et la transpiration se mêlant à la poussière formait, sur leur corps une croûte d'un huitième de pouce d'épaisseur, qui leur causait de terribles démangeaisons. »

« De quatre à six heures, tout New-York était malade, et tous, hommes, femmes, les chiens, les chevaux, les arbres même, atteints d'une anxiété extrême qu'un vent frais, un orage leur apportait rapidement un peu de vie. C'est ce qui arriva. »

« Les gens se sont levés comme une tempête dans les berrines, après une poussière épaisse comme de la fumée, la pluie tomba avec force. Personne ne le voyait, on n'était pas fêlé de se mouiller ; les gentlemen ne songèrent pas plus à leurs habits que les ladies à leurs élégantes toilettes. »

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.

France.

PARIS, mardi, 17 septembre.

La commission des grâces a commué sept condamnations à mort ; les trois qui n'ont pas été commuées sont celles de Lolive, qui a participé à l'assassinat de l'archevêque de Paris ; de Denivel, qui a participé à l'assassinat de M. de Beaufort, et de Deschamps, qui a assassiné un soldat.

On assure que leur exécution aura lieu demain matin.

PARIS, mercredi, 18 septembre.

Lolive, qui a participé à l'assassinat de l'archevêque de Paris, Denivel, qui a participé à l'assassinat de M. de Beaufort, et Deschamps, qui assassiné un soldat, ont été exécutés ce matin à Satory.

Un arrêté du ministre du commerce, daté du 14 septembre, interdit l'introduction en France et le transit des animaux de l'espèce bovine de race grise dite des steppes, les cuirs frais et autres débris provenant de ces animaux.

Les mêmes interdictions sont étendues aux bêtes bovines de toutes races provenant de la Russie, de l'Allemagne du Nord, de l'Autriche, de la Hongrie et des Provinces danubiennes.

L'introduction des animaux d'autres provenances n'aura lieu qu'après une vérification rigoureuse par des bureaux de douanes spéciaux.

PARIS, mercredi, 18 septembre.

Le *Sicile* annonce que samedi, en parlant aux membres du syndicat des armateurs du Havre, M. Thiers a dit que l'envoi de deux frégates anglaises est l'indice d'une grande sympathie pour notre pays, sympathie significative au lendemain de l'entrevue de Berlin.

M. Thiers a terminé son discours en confirmant qu'il avait reçu des empereurs de Russie et d'Autriche les assurances les plus satisfaisantes sur l'entrevue de Berlin, à laquelle ces souverains n'auraient pas pris part si elle avait dû constituer un acte d'hostilité contre la France.

Angleterre.

LONDRES, mercredi, 18 septembre.

Le *Times* publie une dépêche de Copenhague datée d'hier, disant que le bruit d'après lequel la question du Schleswig aurait été soulevée lors de l'entrevue des empereurs, se confirme.

L'empereur Guillaume avait exprimé le désir d'arriver à un arrangement amical avec le Danemark, mais il aurait considéré l'entrevue comme n'étant pas le moment opportun pour aborder cette question.

LONDRES, mercredi, 18 septembre.

La Banque a élevé son escompte à 4 p. c.

Europe centrale.

PESTH, mardi, 17 septembre.

Chambre basse. — Le ministre-président répond à une interpellation relative au congrès des Serbes. Il explique qu'en cette occurrence la conduite du gouvernement a été parfaitement légale.

Le ministre des finances donne lecture de l'exposé financier, qui est accueilli par les applaudissements de la Chambre. D'après cet exposé, le déficit ordinaire, qui s'élève à 23 millions, seront couverts par un emprunt. Les recettes sont augmentées de 13 millions.

Péninsule ibérique.

MADRID, mardi, 17 septembre.

Demain auront lieu les obseques de M. Blondel, ministre de Belgique.

M. de Boullé, ambassadeur de France et doyen du corps diplomatique, conduira le deuil.

MADRID, mardi, 17 septembre.

L'Impartial dit que il paraît qu'une importante entrevue aura lieu à Bayonne entre le général Cathelineau et le baron de Tindal, ancien chef de gendarmerie de l'empereur Maximilien au Mexique, afin de se mettre d'accord pour un nouveau soulèvement carliste.

L'Impartial croit savoir que Cabrera refuse toute participation à ce mouvement.

MADRID, mercredi, 18 septembre.

L'Impartial dit que par suite d'attentats répétés de carlistes contre les mécaniciens des chemins de fer entre Barcelone et Saragosse, et deux décharges ayant été encore dirigées hier soir contre une machine, le personnel refuse de conduire le train partant de Barcelone.

La Compagnie est obligée de suspendre le service. Aujourd'hui le courrier a été envoyé par València.

M. Figuerola a été élu président du Sénat par 81 voix contre 4.

BAYONNE, mercredi, 18 septembre.

Des lettres de Madrid annoncent que le gouvernement espagnol a conclu avec la Banque de Paris une convention ayant pour objet :

Premièrement, de convertir la dette espagnole, en réduisant l'intérêt de 3 à 2 p. c. Deuxièmement, de faire un emprunt de un milliard de réaux ;

Troisièmement, d'obtenir de la Banque de Paris qu'elle se charge du paiement, pendant cinq ans, des intérêts de la dette espagnole, y compris ceux de l'emprunt actuel, moyennant que le gouvernement espagnol donne à la Banque, comme garantie, toutes les propriétés qu'il possède en Espagne.

Quatrièmement, d'accorder à la Banque la concession d'un Crédit foncier en Espagne, et de confier toutes les affaires de Banque du gouvernement espagnol en France, à la Banque de Paris.

Russie.

ST-PETERSBOURG, mardi, 17 septembre.

Change sur Londres, 32 13/16 ; id. Hambourg, 27 1/2 ; id. Amsterdam, 164 1/2 ; id. Paris, 349 0/0 ; Lots russes 1864, 152 1/2 ; id. 1866, 149 1/2 ; Impériales, 612 0/0 ; Actions chemins de fer russes, 140 0/0.

Orient.

BUCHAREST, mardi, 17 septembre.

Le prince est revenu de Sinai. Il a été reçu par une foule enthousiaste.

Un décret du prince ordonne une concentration de l'armée pour les manœuvres d'automne.

Ces manœuvres auront lieu sous le commandement personnel du prince.

Le bruit court que la Chambre se réunira en session extraordinaire.

Entre-Mer.

NEW-YORK, mardi, 17 septembre.

Le rapport du département de l'agriculture pour septembre annonce que la récolte du coton sera de 10 p. c. au dessous de la moyenne, quoiqu'il y ait cependant une augmentation matérielle sur 1871.

NEW-YORK, mardi, 17 septembre.

Agio sur l'or, cours de clôture, 114 5/8 ; plus haut prix, 000 0/0 ; plus bas, 000 0/0 ; change en or sur Londres, 107 3/4 ; id. sur Paris, 332 1/2 ; 5/20 bonds américains (1885), 114 3/8 ; 5 p. c. id. (1871), 114 3/8 ; actions du chemin de fer Illinois, 133 0/0 ; id. Erie, 50 3/4 ; Chicago, 90 0/0 ; Central Pacific, 100 0/0 ; Union Pacific, 100 0/0 ; coton, 20 1/2.

Les steamers *Hecla*, *Sweden*, *Scotia*, *Italy* et *Trinacria* sont arrivés.

HURSTCASTLE, mardi, 17 septembre.

Le steamer *Weser* est arrivé.

CALCUTTA, mercredi, 18 septembre.

L'envoyé de Khiva a une entrevue avec le vice-roi et lui a remis une lettre de courtoisie pour le reine.

Lors de l'entrevue qui était privée, il a demandé ses bons offices auprès de la Russie en faveur du gouvernement de Khiva.

Le vice-Roi a refusé, disant que l'affaire n'était pas de nature à nécessiter l'intervention de l'Angleterre, mais il a ajouté qu'il avait avisé le Khan de rendre les prisonniers russes et d'entrer en communications amicales avec le général russe à Fashkend.

Le choléra sévit sérieusement à Bokhara, on compte 1,000 morts par jour.

Bulletin des bourses.

PARIS, 18 septembre. — Emprunt 1872, 87-27. — Emprunt 1874, 84-35 0/0. — Rente 3 p. c., 54-32 0/0. — Rente 4 1/2 p. c., 40-00. — Crédit mob. esp., 505-00. — 5 p. c. Italien, 68-12 0/0. — Cons. turcs, 5 p. c., 33-20. — Société Générale, 593-00. — Ch. de fer autrich., 758-00. — Ottomans nouv., 327-50. — Ch. de fer lombards, 485-00. — Id. hongrois, 400-00. — Id. luxembourgeois, 222-00. — Nord Espagne, 214 0/0. — Transatlantiques, 267-00. — Espagne ext., 30 3/8. — 6 p. c. américains, 1882, 107 0/0. — Lots Paris, 1871, 250 0/0. — Banque de l'Union franco-belge, 316 0/0. — Banque de France, 4,400. — Banq. franco-allemande, 400. — Change sur Londres, 109-00. — Id. sur Amsterdam, 332 1/2. — Id. sur Hambourg, 100 0/0. — Id. sur Anvers, 00 prime.

PARIS, 18 septembre. — Huile de colza (100 kilogr.), courant mois, 85 35 ; id. à livrer, 85-00, 85-25 ; nov.-décemb., 86-00. — 4 premiers mois 1873, 88-00 ; huile de lin courant mois, 101-00 ; nov.-décemb., 98-00. — 4 premiers mois, 98 0/0 ; farines 8 marques, de 158 kilos, courant mois, 71-00 ; nov.-déc., 65 50 ; 4 mois novembre, 65-00.

LONDRES, 18 septembre. — Consol. angl. 92 1/4 à 00 0/0. — 5/20 bonds amér. 1882 92 1/4 à 92 3/8. — Ch. de fer Illinois act. 000 0/0 à 000 0/0. — Id. Erie, act. 50 3/4 à 30 0/0. — Consol. turcs, 5 p. c., 1885, 51 5/8 à 32 1/8. — Id., 1869, 63 1/2 à 63 1/2. — Espagne ext., 30 3/8. — 6 p. c. américains, 1882, 107 0/0. — Lots Paris, 1871, 250 0/0. — Banque de l'Union franco-belge, 316 0/0. — Banque de France, 4,400. — Banq. franco-allemande, 400. — Change sur Londres, 109-00. — Id. sur Amsterdam, 332 1/2. — Id. sur Hambourg, 100 0/0. — Id. sur Anvers, 00 prime.

AMSTERDAM, 18 septembre. — Aut. rente pap. mai, 53 1/16. — Id. argent, janv., 63 1/16. — Lots autr. (1869), 570 0/0. — Id. (1864), 435 0/0. — Lots hongr. (1870), 114 3/4. — Consolidat. turcs (1865), 50 1/8. — 5/20 bonds américains (1882), 97 7/8. — Espagne int. 24 3/4. — Id. ext. (1869), 30 3/16. — Pays-bas, 2 1/2. — 3 1/2. — Id. Ottoman, 153 1/2. — Pérou, 74 0/0. — Portugal, 40 7/8. — Empr. franç. 1872, 78 7/8. — Changes : Londres, 109-00. — Paris, 332 1/2. — Hambourg, 100 0/0. — Francfort, 100 0/0.

AMSTERDAM, 18 septembre. — Froment, disponible, sans changement ; seigle, disponible, ferme ; seigle, octobre 189 0/0 ; huile de colza, disponible, 42 1/4 ; id. décembre 42 1/2 ; id. janvier 42 1/2 ; id. février 42 1/4 ; id. mars 42 1/4 ; id. avril 42 1/4 ; id. mai 42 1/4 ; id. juin 42 1/4 ; id. juillet 42 1/4 ; id. août 42 1/4 ; id. septembre 42 1/4 ; id. octobre 42 1/4 ; id. novembre 42 1/4 ; id. décembre 42 1/4 ; id. janvier 42 1/4 ; id. février 42 1/4 ; id. mars 42 1/4 ; id. avril 42 1/4 ; id. mai 42 1/4 ; id. juin 42 1/4 ; id. juillet 42 1/4 ; id. août 42 1/4 ; id. septembre

